

FINANCEMENT DURABLE DE LA PROTECTION SOCIALE

QUELLES OPTIONS POUR LE BENIN?

Journée Nationale d'information et de sensibilisation sur les filets sociaux



Joachim Boko
Spécialiste en protection sociale
Groupe de la Banque mondiale

Plan de présentation

1. Introduction

2. Situation actuelle au Bénin

3. Leçons apprises d'ailleurs

4. Quelques options pour le Benin

5. Conclusion

Introduction

Un contexte du développement international évoluant, ... dans la continuité, et une préoccupation de plus en plus marquée pour la réduction de la pauvreté, des inégalités (croissance inclusive, prospérité partagée, etc.) et pour la protection sociale

Recentrage de la mission du Groupe de la Banque Mondiale sur deux objectifs jumeaux: Eliminer l'extreme pauvreté et Promouvoir la prospérité partagée

Le 30 juin 2015, le Président du Groupe de la Banque Mondiale et le Directeur Général de l'Organisation internationale du travail ont fait une déclaration conjointe en faveur de la protection sociale.



7 des 17 ODD sont relatifs à la protection sociale

MAIS COMMENT FINANCER TOUT CELA DANS LA DUREE?

Introduction

Dépenses publiques de sécurité (excluant les dépenses en santé) en % du PIB

Région	Moyenne régionale (pondérée par la population)
Europe Occidentale	17.98
Europe Centrale et Orientale	14.08
Amérique du Nord	8.98
Afrique du Nord	11.02
Moyen-Orient	7.09
Amérique latine et Caraïbes	7.63
Asie et Pacifique	3.65
<i>Afrique sub-saharienne</i>	2.81
Monde	5.72

Situation actuelle au Bénin

Couverture des programmes de filets sociaux

Benin	Pourcentage de groupes spécifiques locaux éligible par programme	Pourcentage de la population totale potentiellement éligible effectivement couvert	Pourcentage de la population totale pauvre couvert par les filets sociaux
Transferts monétaires	15.0	0.72	-
Assistance alimentaire d'urgence	100.0	49.0	-
Alimentation scolaire	100.0	28.9	-
Travaux publics	90.0	0.6 – 3.8	-
Ensemble des programmes	-	-	5.6 – 6.0

Situation actuelle au Bénin

Coûts et financement des filets sociaux

Dépenses totales sur les filets sociaux (en % du PIB, incluant à la fois les dépenses gouvernementales et celles des bailleurs)

Excluant les subventions générales Incluant les subventions générales Uniquement les subventions générales

Benin	0.3	0.9	0.5
Bostwana	3.7	3.7	0.0
Burkina Faso	0.6	1.3	0.7
Cameroun	0.2	1.6	1.4
Libéria	1.5	1.5	0.0
Rwanda	1.1	1.1	0.0
Sierra Leone	3.5	5.6	2.1
Togo	0.5	1.3	0.8

Situation actuelle au Bénin

Coûts et financement des filets sociaux

	Part des dépenses totales du Gouvernement	Part financée par le Gouvernement (à l'exception des subventions)	Part financée par les bailleurs
Benin	1.1	35	65
Bostwana	9.5	100	0
Burkina Faso	<1.0	20	80
Cameroun	1.5	23	77
Libéria	4.4	6	94
Rwanda	-	-	-
Sierra Leone	13.1	15	85
Togo	1.8	25	75

Leçons apprises d'ailleurs

1

Atteindre l'objectif de la couverture universelle des programmes est possible

- Etendre l'assurance maladie à toute la population n'a coûté au Rwanda qu'à peu près 1 % de son PIB

2

La croissance économique actuelle et future de l'Afrique a créé une partie de l'espace fiscal nécessaire pour accroître la couverture en protection sociale

- Avec la croissance récentes des économies africaines ces dernières années, les allocations budgétaires à la protection sociale ont augmenté
- L'accroissement de l'espace fiscal pour financer les initiatives de protection sociale s'est matérialisé en Afrique du Sud et au Lesotho

3

Le soutien des partenaires extérieurs a été vital non seulement en termes de financement, mais aussi critique comme moyen d'introduire des réformes et tester des approches

- Après le tollé soulevé par la question de la baisse des subventions sur les carburants en 2008 au Cameroun, ce pays a réformé avec succès les mêmes subventions en 2013 avec l'appui de la Banque Mondiale

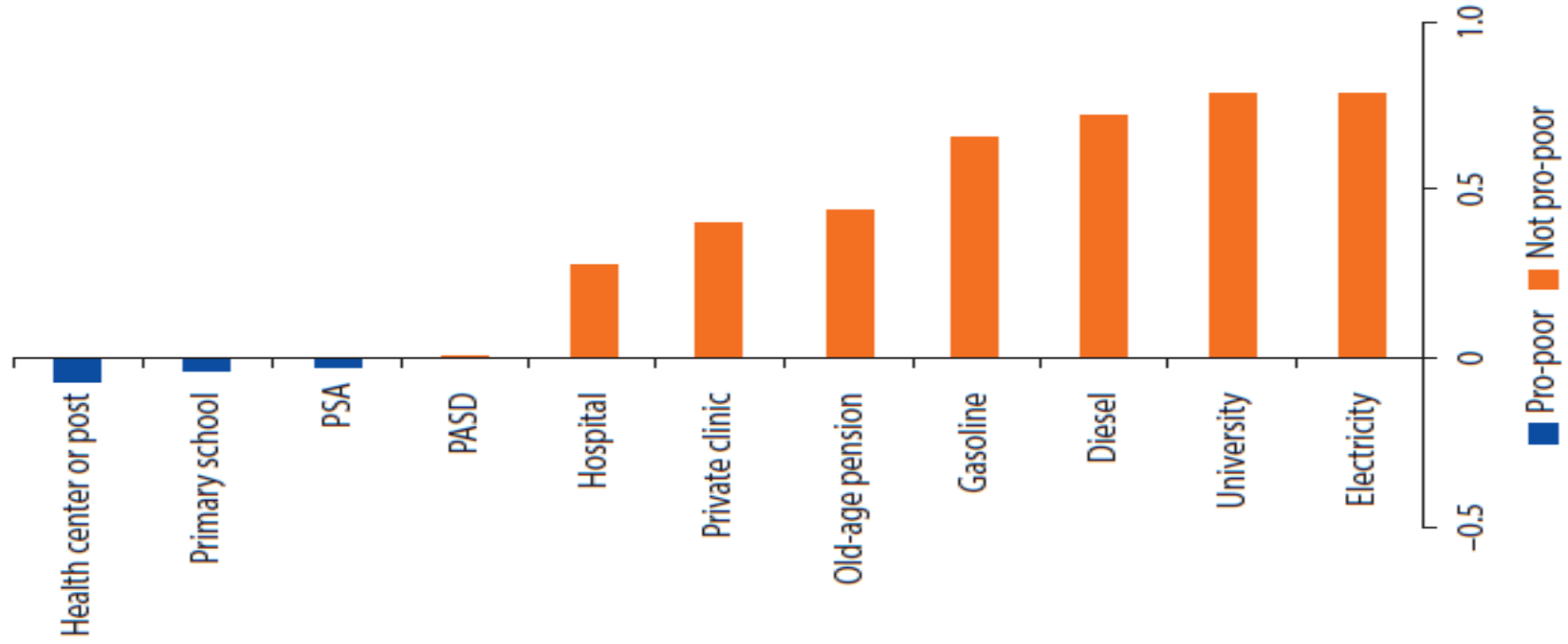
Leçons apprises d'ailleurs

4

En l'absence de programmes de protection sociale, les pays ont souvent mis en oeuvre des subventions générales sur les prix

- Cette approche a été largement utilisée pendant les crises alimentaire, énergétique et financière de 2008-2009.
- Mais les subventions générales peuvent être nocives et régressives
- Ces mêmes subventions générales créent souvent des incitations néconomique négatives qui peuvent réduire la productivité et ralentir le développement économique sur le long terme.

Leçons apprises d'ailleurs



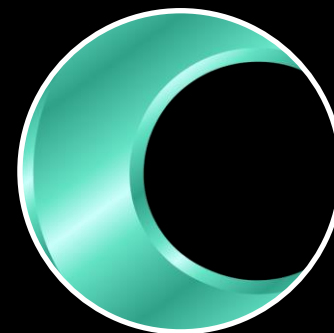
Quelques options pour le Bénin



Accroître l'efficacité et l'efficacité des dépenses de protection social existant



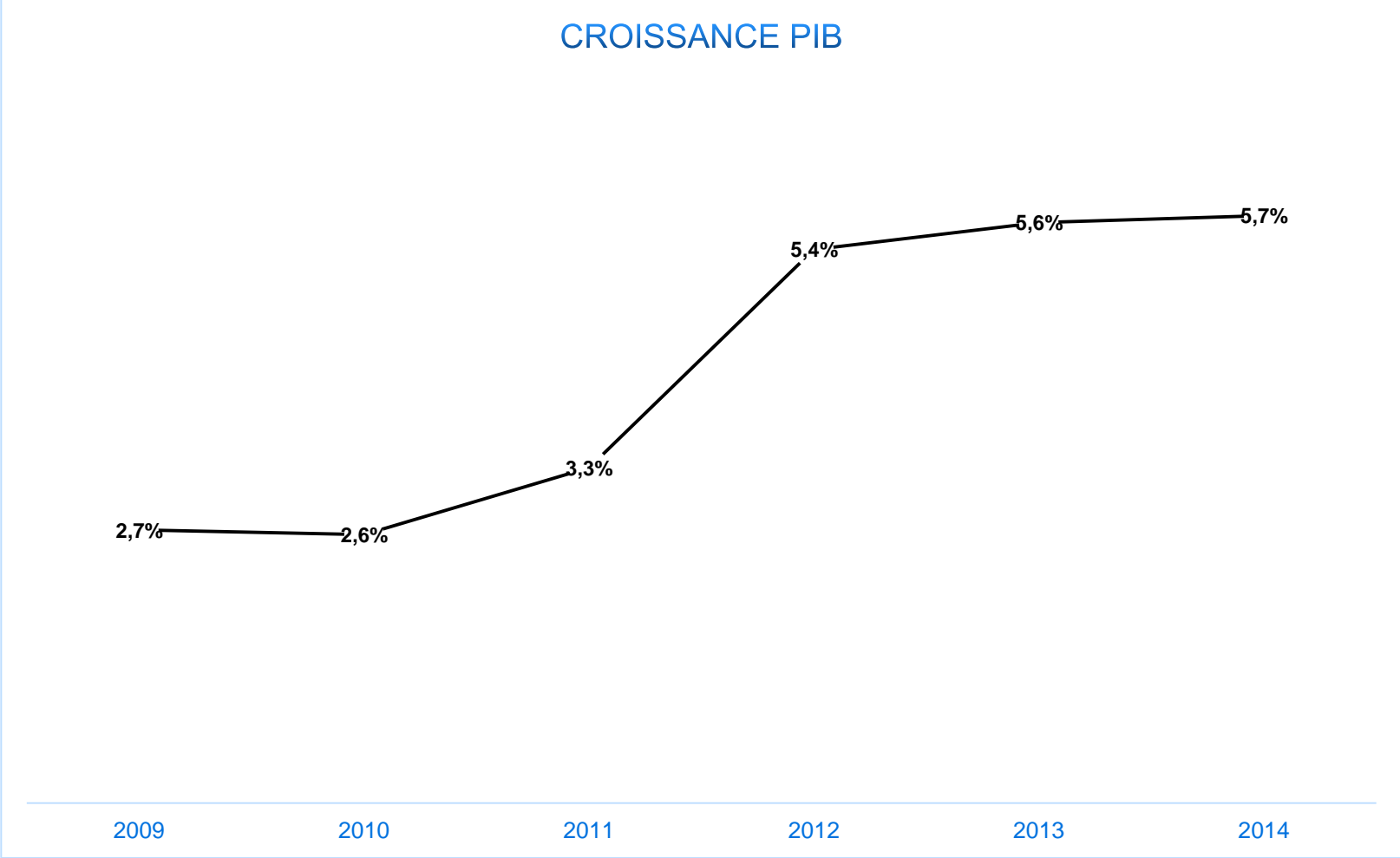
Accroître la part des ressources propres dans les allocations à la protection sociale



Mobiliser l'assistance extérieure



Quelques options pour le Bénin



Conclusion

La protection sociale restera une priorité pour la communauté internationale en matière de lutte contre la pauvreté et de promotion d'une croissance inclusive et équitablement partagée par l'ensemble des couches de la société.

Investir dans la protection sociale est un investissement dont les pays africains, en particulier le Bénin sont plus que jamais obligés de faire pour accroître la productivité des individus et leur inclusion dans le processus de développement économique.

Deux conditions favorables permettent d'espérer un financement accru pour la protection sociale les prochaines années:

- l'engagement de la communauté internationale à soutenir la mise en oeuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD)
- Une croissance économique soutenue dans le pays, sur les dernières années, et non dépendante des exportations de pétroles.

Il ne reste plus que la volonté politique...